

CHEZ THOMSON-HOUSTON

grève », liant arbitrairement la victoire des revendications économiques à la défaite du régime, alors que la grève dans ses débuts était, de façon nette, strictement revendicative. D'autre part, la force de la C.F.T.C. ne cessant de se développer depuis quelques années, les cégétistes ont cherché à faire de la grève une opération d'influence, en vue de faire passer au second plan le rôle de la C.F.T.C. dans les luttes à venir. Mais l'opération a été menée d'une manière tellement maladroite et sectaire que c'est la C.F.T.C. qui en a recueilli les fruits (Un délégué cégétiste a été hué dans une assemblée d'informations, parce qu'il a voulu comparer le régime de travail en Union Soviétique au régime français. Quatre syndiqués cégétistes dont 2 anciens membres du C.E. ont donné leur démission au cours de la grève. Beaucoup d'autres membres ont manifesté leur mécontentement devant la tactique adoptée par leurs dirigeants.). Au point de vue du rapport de forces, la C.F.T.C. dispose toujours d'une audience égale, sinon supérieure, à celle de la C.G.T. A l'étape actuelle tout le monde sait qu'une grève revendicative ne peut durer sans son adhésion effective.

Forte de son influence, la C.F.T.C. a mené une politique non moins anti-unitaire. Ses dirigeants ont cherché à exploiter à fond toutes les erreurs cégétistes, à tel point que la démagogie a souvent pris le pas sur les propositions positives et concrètes. Ces dirigeants sont allés jusqu'à décider seuls une manifestation dans les rues. Ils sont allés jusqu'à proposer 2 ou 3 manifestations de ce genre par semaine, sachant fort bien que les cégétistes s'y refusaient. On les a vus poser des ultimatums, claquer les portes des salles de réunion du Comité Inter-syndical. Aux yeux des masses, ils se sont présentés comme leurs meilleurs défenseurs dans la lutte pour les revendications. Mais derrière ces attitudes intempestives et cette impatience se cachent beaucoup de faiblesses et d'erreurs. Tout d'abord, ces dirigeants ont toujours manifesté une curieuse conception de la lutte des masses. Pour eux, tout travail de propagande, d'agitation et d'explications parmi les masses est inutile. Il suffit d'une direction audacieuse, de mots d'ordre bien ajustés, d'action spectaculaires reposant sur l'effet de surprise, pour que la grève aboutisse. Ils refusent de comprendre que la lutte devient aujourd'hui de plus en plus difficile, devant les efforts conjugués du Patronat et du Gouvernement (Les dirigeants cégétistes ont eu raison de souligner dès le début toutes les difficultés à venir, mais il pèchent par excès en faisant croire que rien n'est possible sans la défaite du régime). L'impatience des dirigeants C.F.T.C. a une autre cause plus profonde. Devant le travail d'agitation des cégétistes, ils ont peur que la grève ne dégénère en lutte révolutionnaire contre le régime (Hélas ! la crainte de ces messieurs les réformistes est bien mal fondée !). Quant au pouvoir personnel, la centrale C.F.T.C. semble s'en accommoder fort bien. Petit à petit, elle s'y installe confortablement. Entre la dictature gaulliste et la révolution socialiste, elle préfère la première. Les articles d'inspiration C.F.T.C. récemment parus dans le journal « Le Monde » à propos de la grève Thomson, sont très significatifs. Bien que la C.F.T.C. déclare souvent s'opposer à la formule « Association Capital Travail », on la voit cependant dans ces articles demander un droit de regard sur les affaires financières et économiques des entreprises sous forme d'un partage de responsabilité. Ce n'est pas autre chose qu'une collaboration de la classe ouvrière avec ses exploiters. Et il suffit que le pouvoir gaulliste soit en difficulté pour que la Centrale C.F.T.C.

se précipite à son secours en demandant aux ouvriers de taire leurs revendications, au nom du civisme !

Ainsi, la grève chez Thomson-Houston reflète, dans une certaine mesure, toutes les velleïtes et contradictions des directions syndicales. Ces directions ont des attitudes lamentables. Pourtant, les travailleurs tiennent bon et la grève continue. Le nombre de grévistes oscille entre 35 à 60 % selon les usines. Ce nombre monte ou descend d'un débrayage à l'autre selon l'unité ou la division syndicale, mais il se maintient toujours autour d'une forte moyenne. La raison en est simple : il existe un noyau important de grévistes bien déterminés à lutter, malgré leurs dirigeants. On assiste à des débrayages souvent spontanés décidés par les ouvriers eux-mêmes, avec ou sans l'accord du Comité Inter-Syndical. A Bagneux, par exemple, lorsqu'un jeune dessinateur fut mis à pied d'une façon arbitraire pour 2 jours (prétexe : il n'a pas voulu donner son nom à l'huissier chargé de constater l'état de grève), son bureau, grévistes et non grévistes, a débrayé à 90 % pendant 2 jours. Un autre bureau de dessin et un atelier de métallurgistes se sont joints par solidarité, pendant 1/2 heure, à ce mouvement. Au retour d'une manifestation centrale au boulevard Haussmann, au cours de laquelle 5 grévistes avaient été arrêtés par la police, les travailleurs des usines de Bagneux et de Gennevilliers, décidèrent eux-mêmes une demi-heure de grève de protestation, sans que les dirigeants syndicaux aient donné leur avis. Ces actions spontanées et courageuses ont fait cesser net, les jours suivants, les mesures d'intimidation de la Direction.

A la 9^e semaine, bien que la Direction refuse d'ouvrir la discussion, le mouvement n'a pas pour autant diminué d'intensité (3.000 grévistes, rien qu'à Paris). Malheureusement les directions syndicales continuent toujours à tergiverser et mettre les batons dans les roues. Il faut que les travailleurs exigent qu'elles s'accordent sur un programme minimum d'action, non pas au jour le jour, mais pour toute la période de grève. Que la C.G.T. cesse sa tactique de fractionnement du mouvement, qu'elle accepte de temps en temps une manifestation centrale inter-usines selon les vœux unanimes des usines. Que les dirigeants de la C.F.T.C. cessent leur jeu de démagogie et de surenchère. Qu'ils sachent que la lutte contre le pouvoir personnel fait aussi partie de la lutte économique des travailleurs. Comment peut-on faire sauter le plafond de 4 % sans s'opposer au Gouvernement qui est à l'origine de cette limitation ?

L'issue de la grève dépendra, en définitive, de l'action des travailleurs eux-mêmes. Il faut exercer une pression permanente et agissante sur les directions syndicales. Il faut compenser l'effet démobilisateur de leur politique par une agitation redoublée en direction des attentistes et des indécis. Plus le nombre des grévistes augmente, plus le mouvement y puise sa force pour faire échec aux manœuvres, d'où qu'elles viennent. Les travailleurs de Thomson sont conscients que si jamais la lutte se termine par un échec, de graves conséquences pèseront sur l'avenir de tous, y compris sur l'avenir des syndicats. Appuyé sur « l'Etat fort », le Patronat semble faire de cette grève un test, qu'on ne s'y trompe pas.

1^{er} mai 1961.

CORRESPONDANT.